RCS : BAYONNE
Code greffe : 6401

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de BAYONNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2007 D 00155
Numéro SIREN : 495 044 349
Nom ou dénomination : SCI LOICFA

Ce dépôt a été enregistré le 13/07/2017 sous le numéro de dépôt 3365

S.C.I. LOICFA
Société civile au capital de 100.000 euros
Siège social : 8 rue Albert 1er – 64100 BAYONNE
RCS Bayonne n° 495 044 349

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 1er JUILLET 2017

PROCES-VERBAL

Le 1er juillet 2017 à 10 heures, les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, sur convocation de la gérance.

Sont présents :

- **Monsieur François Antoine ADRIAN**
  propriétaire de ..... 999 parts

- **Madame Hélène ADRIAN épouse MORET**
  propriétaire de ..... 1 part

  Total .....1.000 parts

L'assemblée est présidée par Monsieur François Antoine ADRIAN, en sa qualité de gérant.

Le Président de séance constate que l'assemblée générale, réunissant la totalité des parts sociales, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le président rappelle que les associés sont réunis à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Autorisation de cession de part ; agrément d'un nouvel associé ;
- Modification corrélative des statuts ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le président dépose alors sur le bureau de l'assemblée les rapports et documents suivants soumis aux associés :
- les statuts de la société ;
- le texte des projets de résolutions.

Il rappelle que ces documents ont été régulièrement communiqués aux associés et tenus à leur disposition au siège social. Les membres de l'assemblée déclarent qu'ils ont eu connaissance de ces documents.

Le Président présente ensuite à l'assemblée le projet d'acte de cession de part sociale établi entre Madame Hélène ADRIAN épouse MORET (cédante) et Madame Michèle ROBIN (cessionnaire).

Enfin, la discussion est ouverte ; personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir pris connaissance du projet formé par Madame Hélène ADRIAN épouse MORET de céder :

- à Madame Michèle ROBIN, la pleine propriété d'UNE (1) part sociale, portant le numéro 1.000, de la société S.C.I. LOICFA,

autorise cette cession et agrée expressément Madame Michèle ROBIN en qualité de nouvelle associée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, comme conséquence de l'adoption de la résolution précédente et sous réserve de la réalisation de la cession de part sociale projetée, décide que l'article 8 « CAPITAL SOCIAL » des statuts de la société sera de plein droit remplacé par les dispositions ci-après, à compter du jour où ladite cession aura été rendue opposable à la société.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

*« Le capital social s'élève à la somme de **CENT MILLE EUROS** ; il est divisé en **MILLE** (1000) parts sociales de **CENT EUROS** (100 EUROS) chacune entièrement souscrites et attribuées aux associés en rémunération de leurs efforts respectifs savoir :*

- *à Monsieur François Antoine Marcel ADRIAN,*
  999 parts sociales de 100 Euros chacune de valeur nominale, numérotées de 1 à 999,
  *.....**999 parts.***

- *à Madame Michèle ROBIN,*
  1 part sociale, portant le numéro 1000 de 100 Euros de valeur nominale numérotée 1000,
  *.....**1 part.***

Ensemble :
*.....**1000 parts.***
Représentant la totalité du capital social.

Au cours de la vie sociale, des modifications peuvent être apportées au capital social conformément aux prescriptions légales mais, à tout moment, ce capital doit être divisé en parts sociales de même valeur nominale, entièrement souscrites par les associés ».

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer les formalités de publicité et de dépôt prévue par la loi et la réglementation.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

***

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée ; de tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par tous les associés.

Monsieur François Antoine ADRIAN

Madame Hélène ADRIAN épouse MORET

Madame Michèle ROBIN

CESSION DE PART SOCIALE DE LA S.C.I. LOICFA

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

- **Madame Hélène ADRIAN épouse MORET,**
  De nationalité française
  Née le 19 mars 1963 à Dunkerque (59140)
  Demeurant à Anglet (64600) – 30 B avenue de Larochefoucault
  Mariée avec Monsieur Xavier MORET sous le régime légal de la communauté réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à Urcuit (64990) le 26 septembre 1988, ce régime n'ayant subi aucune modification depuis.

Ci-après dénommée le « Cédant »

D'une part

ET

- **Madame Michèle ROBIN**
  De nationalité française
  Née le 24 novembre 1953 à Angers (49100)
  Demeurant à Anglet (64600) – 10 allée des Hortensias
  Divorcée non remariée.

Ci-après dénommée le « Cessionnaire »

D'autre part

EXPOSE PREALABLE

1 – SOCIETE EMETTRICE DE LA PART SOCIALE

La part sociale, objet de la présente cession, a été émise par la société S.C.I. LOICFA présentant les principales caractéristiques suivantes :

- ***Dénomination*** : S.C.I. LOICFA
- ***Forme*** : Société civile immobilière
- ***Capital*** : 100.000 Euros, divisé en 1.000 parts de 100 Euros de valeur nominale chacune, entièrement libérées
- ***Siège social*** : 8 rue Albert 1er – 64100 BAYONNE
- ***Objet*** : l'acquisition, la propriété, l'administration, l'exploitation et la gestion de tous immeubles bâtis ou non bâtis, tant en France qu'à l'Etranger ; et généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptible d'en favoriser la réalisation, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.
- ***Durée*** : 50 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.
- ***Date d'immatriculation*** : 27 mars 2007
- ***RCS*** : BAYONNE 495 044 349

Cette société est actuellement gérée par Monsieur François Antoine ADRIAN.

La répartition des parts sociales entre les associés, avant la présente cession, est la suivante :

- Monsieur François Antoine ADRIAN.....propriétaire de 999 parts,
- Madame Hélène ADRIAN épouse MORET.....propriétaire de 1 part.

2 – AGREMENT

Aux termes de l'article 12 des statuts, les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoint, ascendants et descendants. Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement des associés représentant plus des trois quarts du capital social.

3 – DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Il est précisé que la société S.C.I. LOICFA est propriétaire d'un bien immobilier sis sur la commune de Bayonne (64100) – 48-50 avenue du 8 mai 1945 – Espace « Mendi Alde » et que ses associés sont exclusivement à ce jour Monsieur François Antoine ADRIAN et Madame Hélène ADRIAN épouse MORET.

L'article L. 213-1, 3° du Code de l'urbanisme dispose que :

« Sont soumis au droit de préemption institué par l'un ou l'autre des deux précédents chapitres :
[...]
3° Les cessions de la majorité des parts d'une société civile immobilière ou les cessions conduisant un acquéreur à détenir la majorité des parts de ladite société, lorsque le patrimoine de cette société est constitué par une unité foncière, bâtie ou non, dont la cession serait soumise au droit de préemption. Le présent 3° ne s'applique pas aux sociétés civiles immobilières constituées exclusivement entre parents et alliés jusqu'au quatrième degré inclus ; ».

Dans la mesure où la présente cession ne porte pas sur la majorité des parts de la société S.C.I. LOICFA, le droit de préemption n'est pas applicable.

CONVENTION

I - CESSION DE PART SOCIALE

Le Cédant cède, sous les garanties ordinaires et de droit, avec tous les droits et obligations y attachés :

- à Madame Michèle ROBIN, qui accepte, la pleine propriété d'UNE (1) part sociale lui appartenant dans le capital de la société S.C.I. LOICFA, portant le numéro 1.000.

Il est précisé que :

- le Cessionnaire sera propriétaire de la part cédée à compter de ce jour ; il aura seul droit à la fraction des bénéfices de l'exercice en cours qui sera attribuée à ladite part ; le Cessionnaire sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à la part cédée à compter de ce même jour ;

- la part cédée n'est représentée par aucun titre et sa propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.

II - PRIX

La présente cession de part sociale est consentie et acceptée, moyennant le prix de CENT EUROS (100 €) pour UNE (1) part sociale cédée par Madame Hélène ADRIAN épouse MORET au profit de Madame Michèle ROBIN, laquelle somme a été payée comptant préalablement aux présentes,

DONT QUITTANCE

III - AGREMENT DE LA CESSION

L'assemblée générale de la S.C.I. LOICFA a, par délibération en date du 1er juillet 2017 et conformément aux dispositions statutaires applicables, agréé la présente cession de part sociale, et en particulier, Madame Michèle ROBIN en qualité de nouvelle associée.

IV – DECLARATION DES PARTIES

Le Cédant déclare :

- qu'il dispose de la pleine capacité juridique,
- qu'il est de nationalité française et résident français,
- et que la part cédée est libre de tout nantissement et de tous droits quelconques.

Le Cessionnaire déclare :

- qu'il dispose de la pleine capacité juridique,
- qu'il est de nationalité française et résident français,
- et qu'il a parfaitement pris connaissance des statuts qui régissent la société.

V - ORIGINE DE PROPRIETE

La part sociale cédée aux termes des présentes appartient au Cédant pour l'avoir acquise par acte sous seing privé en date du 1er septembre 2015.

VI - DECLARATIONS FISCALES

1. Déclaration pour l'enregistrement

Pour la perception des droits d'enregistrement, le Cédant déclare que la société S.C.I. LOICFA est soumise à l'impôt sur le revenu, qu'elle est une société à prépondérance immobilière et que la part sociale cédée n'a pas été émise en rémunération d'un apport en nature datant de moins de trois ans.

En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article 726 du Code général des impôts telles qu'issues de l'article 55 de la loi de finances rectificative pour 2014, la présente cession sera enregistrée comme suit :

Prix de cession : ..... 100 euros
Taxable : ..... 100 euros
Montant des droits dus : ..... 25 euros

2. Déclaration concernant les plus-values

Le Cédant déclare que la part présentement cédée, l'est pour le prix auquel elle avait été acquise par acte sous seing privé du 1er septembre 2015. Par conséquent, aucune plus ou moins-value n'est constatée.

VII – COMPTE COURANT D'ASSOCIE DU CEDANT

Il résulte de l'arrêté de comptes de la société S.C.I. LOICFA, établi ce jour, que Madame Hélène ADRIAN épouse MORET ne dispose d'aucune créance sur la société.

VIII - SIGNIFICATION

Monsieur François Antoine ADRIAN, en sa qualité d'associé et de gérant de la société, et Madame Hélène ADRIAN épouse MORET, en sa qualité d'associée de la société, ensemble seuls associés de la société, déclarent accepter ladite cession au nom et pour le compte de la société S.C.I. LOICFA et dispensent le présent acte des formalités de signification prévues par les dispositions de l'article 1690 du Code civil.

IX - FORMALITES - POUVOIRS

Le présent acte sera déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Bayonne.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux des présentes en vue de rendre la cession ci-dessus opposable à la société.

X - FRAIS

Les frais et droits d'enregistrement de la présente cession et tous les frais qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

XI - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'entière exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur domicile et siège social sus indiqués.

Enregistré à : S.I.E. DE BAYONNE POLE ENREGISTREMENT
Le 07/07/2017 Bordereau n°2017/643 Case n°17 **Ext 1960**
Enregistrement : 25 € **Pénalités :**
Total liquidé : vingt-cinq euros
Montant reçu : vingt-cinq euros
Le Contrôleur principal des finances publiques
Luc Olivier GUILHOT

Fait à Bayonne (64)
Le 1er juillet 2017
En 6 originaux, dont un pour chaque partie et les autres pour l'exécution des formalités requises.

Le Cédant	*Le Cessionnaire*
Hélène ADRIAN épouse MORET	**Michèle ROBIN**

S.C.I. LOICFA
SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE

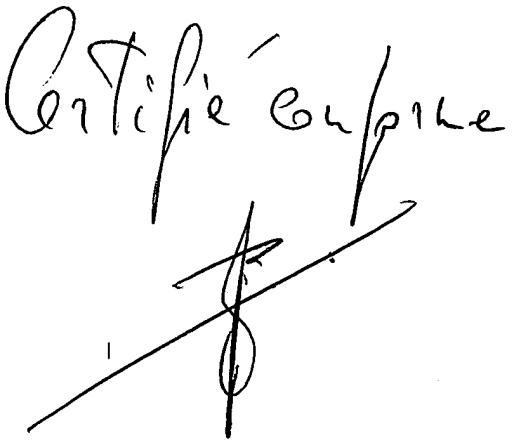
Au capital de 100.000 €

Siège social 8 rue Albert 1er
64100 BAYONNE

495 044 349 RCS BAYONNE

S T A T U T S

Mis à jour le 1er juillet 2017



Les associés soussignés ont établi le présent acte authentique contenant les statuts d'une Société Civile.

I:- CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE:

ARTICLE 1er - IDENTIFICATION DES PARTIES DECLARATIONS:

ASSOCIES:

1°) Monsieur François Antoine Marcel ADRIAN, Directeur de Société, demeurant au 54, Avenue d'Anglet à Biarritz (64200), célibataire majeur.
Né à Bayonne (64100) le 6 juillet 1964

2°) La Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance Inter Courtage Bayonne au capital de quarante mille Euros, siège social à Bayonne (64100), 8 Rue Albert 1er

PRESENCE OU PRESENTATION

- Monsieur François Antoine Marcel ADRIAN est présent à l'acte.

- La Société Anonyme Inter Courtage Bayonne représentée par le Président de son Conseil de surveillance, présent à l'acte, Celui-ci, Monsieur François ADRIAN, né à Carcassonne le 14 Avril 1929, intervenant en vertu des pouvoirs qui lui ont été consentis pas l'Assemblé Générale Ordinaire de la Société lors de la réunion de celle-ci du 28 février 2007 dont copia du procès verbal demeurera annexée aux présentes.

DECLARATIONS:

Les associés noms et ès-qualités déclarent sous les peines de droit, chacun en ce qui le concerne:
- que l'état civil indiqué en tête des présentes est rigoureusement exact et conforme aux registres de l'état civil.
- qu'ils sont de nationalité française et résident de façon permanente en France.
- qu'ils ont leur pleine et entière capacité civile de contracter et notamment:
a) qu'ils n'ont fait l'objet d'aucune des mesures de protection prévues par la loi janvier n°68-5 du 3 janvier 1968; ils affirment qu'aucune instance ou mesure de protection dans ce domaine n'est actuellement en cours et qu'aucune mention ne figure à leur objet au répertoire civil.
b) qu'ils n'ont fait l'objet d'aucune des mesures prévues, soit par la loi n°67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle, les banqueroutes, soit par la législation antérieure sur le règlement judiciaire et la faillite, soit par l'ordonnance n°67-820 du 23 septembre 1967 ayant institué une procédure de suspension provisoire des poursuites, et ils ne sont pas en état de cessation des paiements.

ARTICLE 2 - FORME:

Il est formé entre les associés, une SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE qui sera régie par le Titre IX du Livre Troisième du Code Civil et par les présents statuts.

ARTICLE 3 - OBJET:

La société a pour objet: l'acquisition, la propriété, l'administration, l'exploitation et la gestion de tous immeubles bâtis ou non bâtis, tant en France qu'à l' Étranger, que la Société va acquérir en suite des présentes.
Et généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptible d'en favoriser la réalisation.
Pour la réalisation de cet objet, la gérance peut effectuer toutes opérations non susceptibles de porter atteinte à la nature civile de l'activité sociale.
La société pourra également se constituer caution hypothécaire ou personnelle de ses associés, ou de certains d'entre eux ou encore de société dans laquelle les associés auraient une participation.

ARTICLE 4 - DENOMINATION:

La société prend la dénomination de S.C.I. LOICFA

Dans tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie des mots « Société Civile », suivis de l'indication du capital social et du numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTCILE 5 - SIEGE SOCIAL:

Le siège social de la société est fixé à BAYONNE (64100), 8 Rue Albert 1er.
Il pourra être transféré en tout autre endroit du département du siège social ainsi que dans tous les départements limitrophes, par simple décision de la gérance, laquelle est habilitée à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 6 - DUREE:

La durée de la société est fixée à CINQUANTE ANNEES à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés; elle peut être prorogée ou dissoute par anticipation.

II- APPORTS - CAPITAL SOCIAL:

ARTICLE 7 - APPORTS EN NUMERAIRE:

Les apports en numéraire suivants sont effectués par les associés, savoir:

- par Monsieur François Antoine Marcel ADRIAN,
  une somme en numéraire de CENT EUROS:..... 1.000,00 E.

- par la S.A. Inter-Courtage Bayonne,
  Une somme en numéraire de
  QUATRE VINGT DIX NEUF MILLE HUIT CENT EUROS:..... 99.000,00 E.

Total des apports en numéraire..... 100.000,00 E.
CENT MILLE EUROS

Chaque associé s'oblige à verser le montant indiqué de la somme apportée par lui au fur et à mesure des besoins de la société, sur appel de la gérance.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social s'élève à la somme de **CENT MILLE EUROS** ; il est divisé en **MILLE** (1000) parts sociales de **CENT EUROS** (100 EUROS) chacune entièrement souscrites et attribuées aux associés en rémunération de leurs efforts respectifs savoir :

- à Monsieur François Antoine Marcel ADRIAN,
999 parts sociales de 100 Euros chacune de valeur nominale, numérotées de 1 à 999,

.....**999 parts.**

- à Madame Michèle ROBIN,
1 part sociale, portant le numéro 1000 de 100 Euros de valeur nominale numérotée 1000,

.....**1 part.**

Ensemble :

.....**1000 parts.**
Représentant la totalité du capital social.

Au cours de la vie sociale, des modifications peuvent être apportées au capital social conformément aux prescriptions légales mais, à tout moment, ce capital doit être divisé en parts sociales de même valeur nominale, entièrement souscrites par les associés.

III - PARTS SOCIALES - ASSOCIES

ARTICLE 9 - PROPRIETE DES PARTS SOCIALES:

En aucun cas, une part sociale ne peut être représentée par un titre négociable.
La propriété d'une part sociale résulte seulement des statuts de la société, des actes qui pourraient les modifier, des cessions et mutations de parts sociales qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties, constatées et publiées.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES PARTS SOCIALES:

Toute part sociale représentative d'un apport en nature doit être libérée intégralement au plus tard le jour de l'immatriculation consécutive à l'augmentation de capital intervenue.
Sous réserve des autres conditions de libération des parts sociales de numéraire créées à la fondation et de celles qui résulteraient expressément de la décision collective les ayant créées, les parts de numéraire sont libérées à la souscription.
Tous versements à la société peuvent être effectués par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

ARTICLE 11 - CESSIONS DES PARTS SOCIALES - GENERALITES

Toute mutation entre vifs de parts sociales doit être constatée par acte authentique ou sous seing privé.

1°) La cession devient opposable à la société, soit après acceptation par un gérant dans un acte authentique, soit par une signification faite à la société par acte d'huissier de justice.

La cession n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication ou forme d'un dépôt, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés, de deux copies authentiques de l'acte de cession s'il est notarié, ou de deux originaux s'il est sous seing privé.

2°) Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société. Les propriétaires indivis d'une part ou de plusieurs parts sociales sont représentés à l'occasion des diverses manifestations de la vie sociale par un mandataire unique.

3°) Si des parts sociales viennent à former rompus à l'occasion d'une opération quelconque, les associés doivent faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rompus. Au besoin, la gérance met les associés concernés en demeure de rendre la ou les cessions nécessaires opposables à la société dans un délai qu'il fixe et ceci à peine d'astreinte à fixer par le Juge.

ARTICLE 12 - CESSIONS DES PARTS SOCIALES - AGREMENT:

Les parts sont librement cessibles entre associés et entre conjoint, ascendants et descendants. Elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux. Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement des associés représentant plus des trois quarts du capital social.
La procédure d'agrément intervient conformément aux prescriptions du Code Civil et du décret du 03 juillet 1978.

ARTICLE 13 - RETRAIT D'ASSOCIES:

Tout associé qui entend se retirer de la société, totalement ou partiellement, doit justifier d'un juste motif. Le retrait exige l'accord de tous les autres associés.
La révocation du gérant n'est pas une cause légitime de retrait.

ARTICLE 14 - TRANSMISSION DE PARTS SOCIALES:

La transmission de parts sociales pour cause de décès ou de fusion, scission ou autre opération assimilée, intervient selon les règles fixées à l'article 12.

ARTICLE 15 - RECOURS A L'EXPERTISE:

En cas de recours à l'expertise visée à l'article 1843-4 du Code Civil, les frais et honoraires d'expertise sont supportés, moitié par les anciens, moitié par les nouveaux titulaires des parts sociales mais solidairement entre eux tous à l'égard de l'expert. La répartition entre chacun d'eux a lieu au prorata du nombre de parts anciennement ou nouvellement détenues.

IV.- GERANCE:

ARTICLE 16 - NOMINATION DU GERANT:

La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, personnes physiques ou morales, désignées pour une durée déterminée ou non, par décision collective des associés. Les gérants sortants sont rééligibles.

Est désigné en qualité en premier gérant de la société, sans limitation de durée, savoir:

- Monsieur François Antoine Marcel ADRIAN, demeurant à BIARRITZ (64200) au 54, Avenue d'Anglet associé susnommé.

ARTICLE 17 - DEMISSION DES GERANTS:

Un gérant peut démissionner dans avoir à justifier sa décision à condition de notifier celle-ci à chacun des associés ainsi qu'aux autres gérants, par lettre recommandée postée six mois au moins avant la clôture de l'exercice en cours, sa décision ne prenant effet qu'à l'issue de cette clôture.
Elle expose néanmoins le démissionnaire à des dommages et intérêts si la cessation de ses fonctions cause un préjudice à la société.

ARTICLE 18 - REVOCATION DES GERANTS:

Les associés peuvent mettre fin avant terme au mandat d'un gérant, par décision collective des associés représentant plus de la moitié du capital social.
La révocation peut également intervenir par voie de justice pour cause légitime, à la demande de tout associé.
Tout gérant révoqué sans motif légitime a droit à des dommages et intérêts.
La révocation d'un gérant, s'il est associé, ne lui ouvre pas droit à retrait de la société.

ARTICLE 19 - POUVOIRS DES GERANTS:

1.- Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants engage la société par les actes entrant dans l'objet social. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.
2.- Dans ses relations internes, les actes suivants ne pourront être accomplis par le gérant qu'après avoir été autorisés par une décision collective des associés, savoir:
- achat, vente, échange, prise de bail de tous locaux; conclusion et résiliation de tous baux.
- emprunts avec ou sans garantie, à l'exception des avances d'associés.
- tout cautionnement personnel ou hypothécaire, tout aval ou garantie données aux vengements de tiers, associés ou non.
- option de la société pour le régime fiscal des sociétés des capitaux.
De plus, la collectivité des associés, statuant à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés, peut définir un seuil d'engagement ou la nature de l'engagement qui oblige un gérant à informer le ou les autres gérants du projet qu'il forme de réaliser.

3.- Un gérant doit agir à titre personnel et ne peut déléguer ses pouvoirs si ce n'est éventuellement à un autre gérant.

ARTICLE 20 - RESPONSABILITE DES GERANTS:

La responsabilité des gérants est engagée dans les conditions de droit commun définies pour les sociétés civiles.

ARTICLE 21 - REMUNERATION DES GERANTS:

Le ou chacun des gérants a droit à une rémunération dont toutes les modalités de fixation et de versement sont arrêtées par la collectivité des associés statuant par décision ordinaire, en accord avec intéressé.
Tout gérant a droit, en outre, au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

ARTICLE 22 - ASSIDUITÉ DES GERANTS - NON CONCURRENCE:

Les gérants consacrent aux affaires sociales, le temps et les soins qui leur sont nécessaires Pendant l'exercice de ses fonctions, le gérant s'engage à ne pas faire directement ou indirectement concurrence aux activités sociales, ainsi que pendant une période de cinq années à compter de la cessation de ses fonctions dans le département du lieu du siège social de la société.
La participation comme salarié ou comme simple associé à une entreprise ou société ayant une activité similaire à la présente société est considérée comme un acte de concurrence.

V.- DECISIONS COLLECTIVES D'ASSOCIES:

ARTICLE 23 - DECISIONS COLLECTIVES:

Les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises en assemblée.
Lorsqu'une majorité n'est pas définie par les présents statuts, les décisions de l'assemblée sont prises à la majorité de la moitié des voix dont disposent l'ensemble des associés membres de la société.
Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales dont il est titulaire.
L'assemblée est valablement convoquée par l'un des gérants.
Les règles de convocation et d'information des associés obéissent aux prescriptions du Code Civil et des articles 39 à 42 du décret du 03 juillet 1978.
Les délibérations sont constatées dans les conditions définies aux articles 44et 45 du même décret.
Les décisions collectives peuvent encore résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte. Dans ce cas, la décision est constatée dans les conditions définies de l'a 46 du décret précité.
Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant ou par un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

VI.- EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - CONTRÔLE DES COMPTES:

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social s'étend du 1er janvier au 31 décembre.
Le premier exercice social prendra fin le 31 décembre 2007

ARTICLE 25 - ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX

a) La société procède à l'enregistrement comptable des opérations sociales en conformité des usages dans l'activité exercée.
Si les critères définis par le décret du 1er mars 1985 pour la désignation obligatoire d'un commissaire aux comptes venaient à être réunis, la comptabilité serait tenue en conformité des prescriptions des articles 8 et suivants du Code du Commerce, éventuellement adaptée à l'activité exercée.
A la clôture de l'exercice, les gérants dressent les comptes permettant de dégager le résultat et établissement le rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la société au cours de l'exercice écoulé comportant l'indication des bénéfices réalisés et des pertes encourues.

b) Dans le délai de six mois après la clôture de l'exercice, l'assemblée des associés, à la la majorité de plus de la majorité des voix dont disposent l'ensemble des associés membres de la société, approuve les comptes et le rapport écrit.

ARTICLE 26 - DETERMINATION DES SOMMES DISTRIBUABLES:

Le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes reportées de l'exercice antérieur ainsi que des sommes à porter à des fonds de réserve en vertu de la loi puis augmenté, s'il y a lieu, du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable de l'exercice.
L'assemblée des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves à sa disposition; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

ARTICLE 27 - AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES:

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'assemblée, statuant à la majorité de plus de la moitié des voix dont dispose l'ensemble des associés membres de la société, détermine la part de ces sommes attribuées aux associés sous forme de dividende.
S'il y a lieu, l'assemblée - statuant à la même majorité - affecte la part non distribuée du bénéfice de l'exercice dans les proportions qu'elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, qui restent à sa disposition, soit au compte « report à nouveau ».
Les pertes, s'il en existe, sont portées au compte « report à nouveau » ou compensées avec les réserves existantes sur décision prise à la majorité.

ARTICLE 28 - DROITS PECUNIAIRES ATTACHES AUX PARTS:

Outre le droit de remboursement du capital qu'elle représente, chaque part sociale de capital donne droit à répartition de la même fraction des bénéfices, réserves ou boni de liquidation.
Le mali de liquidation, s'il en est constaté un, est supporté dans la même proportion.

ARTICLE 29 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES:

Les dividendes sont mis en paiement sur décision des gérants dans un délai maximum de trois mois après la clôture de l'exercice. Ce délai peut être prorogé par décision de l'assemblée statuant à la majorité de plus de la moitié des voix dont dispose l'ensemble des associés membres de la société.

ARTICLE 30 - INFORMATION ET CONTRÔLE DES COMPTES PAR LES ASSOCIES:

Tous associé non gérant peut prendre par lui-même, au siège social, au moins une fois par an, connaissance et copies des livres et documents sociaux, des contrats, factures, correspondances, procès-verbaux et plus généralement de tout document établi par la société ou reçu par elle.
L'associé peut se faire assister d'un expert choisi parmi les experts agrées par la Cour de Cassation ou les experts près une Cour d'Appel.
L'associé peut également poser par écrit des questions sur la gestion sociale auxquelles il doit être répondu par écrit dans le délai d'un mois.

VII- LIQUIDATION DE LA SOCIETE:

ARTICLE 31 - DESIGNATION DU LIQUIDATEUR:

La société est liquidée par les gérants en exercice lors de la survenance de la dissolution, à moins que celle-ci ne résulte d'une décision judiciaire, auquel cas le liquidateur est désigné par voie de justice.
La nomination des liquidateurs est publiée conformément aux dispositions réglementaires.

ARTICLE 32 - OPERATIONS DE LIQUIDATION:

a) Les liquidateurs, s'ils sont plusieurs, agissent ensemble ou séparément. Chaque liquidateur représente la société dans ses relations avec les tiers. Il dispose de tout pouvoir pour céder tout élément d'actif, à l'amiable ou autrement, en bloc ou isolément, selon toute condition de prix et de règlement jugées opportunes; il poursuit, s'il le juge opportun les affaires en court lors de la dissolution jusqu'à leur bonne fin, mais il peut, sans autorisation de la collectivité des associés, en entreprendre de nouvelles. Il reçoit tout règlement, donne valable quittance, paie les dettes sociales, consent tous arrangements, compromis, transactions, et, plus généralement, fait tout ce qui est nécessaire pour la bonne fin des opérations de liquidation.
Le liquidateur ou les liquidateurs, agissant ensemble, rendent compte aux associés de l'accomplissement de leur mission une fois par an, sous forme d'un rapport écrit décrivant les diligences effectuées pendant l'année écoulée.
A l'exception de celles autorisant l'entreprise d'affaires nouvelles ou de celles modificatives des statuts, qui sont prises à la majorité définies à l'article 26, toutes décisions sont prises à la majorité de plus de la moitié des voix de l'ensemble des associés.

b) Tous pouvoirs sont conférés aux liquidateurs pour opérer, en espèces, le remboursement des apports et la répartition entre associés du boni de liquidation conformément aux dispositions de la loi.